

## PERMIS DE CONDUIRE

## La fin des retraits

**Le retrait du permis se limitera seulement «aux fautes et infractions très graves au code de la route». La note concernant cette décision du Premier ministre Ahmed Ouyahia, le 15 janvier dernier, a été adressée à toutes les institutions en charge de son application, dont la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et la Gendarmerie nationale.**

**Abder Bettache - Alger**

(Le Soir) - La note, portant le sceau de la confidentialité et dont le Soir d'Algérie a obtenu une copie, indique que «cette décision entre dans le cadre des mesures d'apaisement» mises en œuvre par les pouvoirs publics suite aux derniers événements qui ont secoué le pays. Ainsi, la décision portant la signature du Premier ministre Ahmed Ouyahia ajoute que «le retrait du permis de conduire doit se limiter seulement aux infractions très graves au code de la route et ce, jus-

qu'à nouvel ordre».

Cependant, cette note «doit être gardée au grand secret afin de ne pas provoquer des conséquences néfastes, lorsque les pouvoirs publics décideront d'appliquer de nouveau vigoureusement les mesures relatives au retrait du permis».

Dans sa note, le Premier ministre précise que «l'application stricte des dispositions contenues dans le nouveau code de la route a donné des résultats remarquables, notamment la baisse du nombre des victimes

des accidents de la circulation». Pour rappel, le nouveau code de la route amendé avait introduit de nouvelles dispositions, dont le retrait du permis de conduire. L'ordonnance n°09-03 du 22 juillet 2009, modifiant et complétant la loi n° 01-14 du 19 août 2001, relative à l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière, qui a été adoptée par le Parlement, prévoit en effet des mesures très répressives.

Le retrait du permis de conduire devient automatique pour toutes les infractions constatées par les forces de l'ordre. La période de rétention du permis de conduire dépend des infractions commises. Elle s'étend de dix jours à l'annulation définitive du document. Par exemple, un excès de vitesse supérieur à 40 km/h à



Photo : DR

**Éviter que les retraits intempestifs poussent à de nouvelles violences.**

celle autorisée est puni d'un retrait de permis et d'une forte amende comprise entre 10 000 et 50 000 DA.

Le nouveau code prévoit aussi de lourdes peines pour réprimer l'état d'ivresse. Si le test de l'alcoolémie

est positif, le conducteur est lourdement sanctionné : est puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 100 000 à 300 000 DA, tout conducteur en état d'ivresse ou sous l'effet de substances

ou de plantes classées comme stupéfiants qui commet un homicide involontaire. Lorsque le véhicule ayant servi à commettre l'homicide involontaire relève des catégories de poids lourds, du transport en commun ou du transport de matières dangereuses, le conducteur est puni d'un emprisonnement de 5 à 10 ans et d'une amende de 500 000 à 1 000 000 de dinars.

Est puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 50 000 à 200 000 DA tout conducteur qui commet des infractions ayant entraîné un homicide involontaire : excès de vitesse, dépassement dangereux, non-respect de la priorité réglementaire, non-respect de la signalisation prescrivant l'arrêt absolu, manœuvres dangereuses. Les contraventions aux règles de la circulation routière sont classées en quatre degrés : les contraventions du premier degré sont punies d'une amende forfaitaire de 2 000 à 2 500 DA. Ces amendes concernent le défaut d'éclairage, de signalisation et de freinage. L'empiètement d'une ligne continue est considéré comme une contravention du deuxième degré qui est punie d'une amende forfaitaire de 2 000 à 3 000 DA. Le franchissement d'une ligne continue est en revanche considéré comme une contravention du quatrième degré et son auteur est puni d'une amende forfaitaire de 4 000 à 6 000 DA.

A. B.

## BENAÏSSA EXPLIQUE LES RÉCENTES IMPORTATIONS DE BLÉ :

## «Nous constituons un stock»

**L'Algérie vient d'importer environ 1,4 million de tonnes de blé à partir des marchés français, mexicain et canadien. Une démarche «ordinaire», réplique le ministre de l'Agriculture à ceux qui parlent d'importation massive.**

**Nawal Imès - Alger** (Le Soir) - «Si on regarde les statistiques, on se rend compte que l'achat n'a rien de massif mais c'est un achat régulier. En Europe, les Etats font la même chose. Ils constituent des stocks d'intervention et nous faisons la même chose en constituant nos stocks à partir de notre production mais également de l'importation. C'est une démarche qui n'a rien d'extraordinaire.» Rachid Benaïssa s'exprimait au Forum d'El Moudjahid, l'occasion pour lui de réaffirmer que la régulation du marché était une option sur laquelle le gouvernement ne comptait pas revenir. «La



Photo : New Press.

**Pour Benaïssa, c'est un achat régulier.**

régulation existe dans tous les pays. On a longtemps pensé que le marché allait trouver les bons

mécanismes pour être régulé mais l'histoire a montré qu'on n'était pas à l'abri des crises et que le marché ne pouvait se réguler de la sorte», dit-il estimant que cela n'était pas en contradiction avec les dernières mesures annoncées par le gouvernement. Interpellé au sujet de la crise du lait, le ministre de l'Agriculture, qui préfère le terme «dysfonctionnement», affirme que tout était rentré dans l'ordre dans la filière et que la pénurie de lait enregistrée pendant de longues semaines est due au fait que les transformateurs privés ont arrêtés leurs importations de poudre de lait après les augmentations sur les marchés mondiaux sans pour autant en informer son département.

Seule solution à long terme envisageable par Benaïssa, l'adhésion des transformateurs dans le dispositif visant à faire de l'intégration de lait cru.

N. I.

## AFFAIRE DE L'INSTITUT PASTEUR D'ALGÉRIE

## Le procès renvoyé au 9 février prochain

**Pour la quatrième fois consécutive, le procès en appel de l'affaire de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) a été renvoyé au 9 février prochain. Ce renvoi sous quinzaine a été décidé par le président du tribunal de la quatrième chambre près la cour d'Alger, suite à un problème de santé de l'un des mis en cause dans cette affaire, en l'occurrence M<sup>me</sup> Touabi.**

Le report a été prononcé par le juge Benkharchi Omar à la demande de la défense de M<sup>me</sup> Touabi, qui a été prise de malaise en pleine audience. L'avant-dernier report a été également décidé suite à la requête de l'avocat de la défense du seul prévenu actuellement en détention, en l'occurrence Amani Ammar, représentant des laboratoires étrangers, qui avait demandé un délai pour des problèmes de santé dont souffre son client.

Par ailleurs, la même instance judiciaire a rejeté la demande de liberté provisoire demandée par les avocats de M. Amani. Une demande que le juge

Belkharchi a rejetée après délibération du tribunal correctionnel. Sur un autre plan, certains avocats, dont M<sup>e</sup> Chorfi Chérif, ont exigé la présence du directeur du Laboratoire central des produits pharmaceutiques, ainsi que celle de l'inspecteur général au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, qui avait établi le rapport ayant conclu à des malversations à l'IPA.

Une demande transmise au président du tribunal qui doit donner suite ou non à la demande des avocats de la défense. Pour rappel, le procès qui s'est tenu en première instance au niveau du tribunal de Sidi-M'hamed a

conclu à l'inculpation des mis en cause dans cette affaire. Ainsi, des peines allant de 1 à 10 ans de prison ferme avaient été prononcées à l'encontre de l'ensemble des prévenus par la présidente du tribunal correctionnel d'Alger.

L'ex-directeur général, qui a écopé d'une peine de 10 ans de prison ferme lors du premier procès, a fait l'objet d'un mandat d'arrêt lancé par le juge d'instruction et d'un autre par la présidente du tribunal de première instance.

Les mis en cause dans cette affaire sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation, notamment dilapidation et détournement de deniers publics, faux et usage de faux dans des documents administratifs et comptables et utilisation de la profession à des fins personnelles.

Selon l'accusation, cette affaire est liée au dossier de conformité des vaccins antigrippaux H1N1, ainsi qu'à



Photo : DR

**Une affaire liée au dossier de conformité des vaccins antigrippaux H1N1.**

celui de la péremption de quelque 800 000 doses de vaccins antituberculeux acquis au lendemain du tremblement de terre de Boumerdès en 2003.

Les mis en cause sont accusés de passation de marchés contraire à la législation, dilapidation de

deniers publics et obtention d'avantages injustifiés. L'affaire remonte à 2009 lorsque un important lot de vaccins contre la grippe, la tuberculose, la rougeole et des vaccins pour nourrissons a été acquis auprès de quatre laboratoires étrangers. L'enquête, qui a éclaté

au grand jour en novembre 2009, avait mis au jour la mauvaise gestion de l'ancien DG de l'IPA et révélé que la majorité des contrats passés avec des fournisseurs étrangers étaient non conformes à la réglementation des marchés.

Abder B.